



Lutte contre la pauvreté et l'exclusion : l'Uniopss et ALERTE mobilisés !

📅 Publié le 3 mars 2025

👤 De Uniopss

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

ARTICLE

INFO NATIONALE



L'Uniopss, membre du collectif ALERTE, a rencontré le 17 février la députée, Anais Belouassa-Cherifi, ainsi que le conseiller du Premier ministre en charge des questions de santé, d'autonomie et de la protection sociale. Ces derniers souhaitent, en effet, bénéficier de l'expertise du collectif et recueillir son analyse sur plusieurs sujets d'actualité en lien avec les questions de précarité, de pauvreté et d'exclusion.

Le 17 février, la députée Anais Belouassa-Cherifi, présidente du groupe d'étude dédiée à la pauvreté, la précarité, le non-recours aux droits et les sans-abri, a reçu à l'Assemblée nationale le collectif ALERTE (dont l'Uniopss est partie prenante).

ALERTE a ainsi pu partager avec celle-ci son analyse sur les politiques des solidarités et sur le vécu des personnes accompagnées par les associations engagées dans la lutte contre la pauvreté.

La députée a indiqué soutenir la pétition initiée par le collectif ALERTE, pour que l'éradication de la pauvreté soit l'ambition de la décennie.

Elle souhaite notamment travailler avec ALERTE sur le respect des engagements pris par la loi de 2008, avec l'inscription, dans la loi, d'un l'objectif de lutte contre la pauvreté (en pourcentage), ainsi que la parution de rapports annuels sur la stratégie de lutte contre la pauvreté proposée et mise en place par l'exécutif.

Le même jour, ALERTE a rencontré le conseiller du Premier ministre en charge des questions de santé, d'autonomie et de la protection sociale.

Ce fut l'occasion de faire un point sur différentes lois et plusieurs projets en cours :

- S'agissant de la loi plein emploi et le conditionnement du RSA à des heures d'activités, ALERTE a demandé à ce que le décret relatif aux sanctions devant paraître en mai/juin soit présenté au CNLE avant sa publication. ALERTE a aussi exprimé le souhait de siéger au Conseil national pour l'emploi et demandé à ce que les chiffres des expérimentations du conditionnement du RSA soient publiés.

- Concernant la réforme de la solidarité à la source, ALERTE a plaidé pour que les associations soient impliquées dans les travaux de conception et de mise en œuvre. Il est notamment capital que tous les minima sociaux soient inclus dont l'ASPA.

Il a été convenu d'organiser plusieurs autres rencontres afin de partager les constats et analyses

des associations des solidarités. ALERTE souhaite par ailleurs qu'une rencontre puisse être organisée avec la ministre Catherine Vautrin.

[Voir également la fiche n°115563](#)

[Voir également la fiche n°115664](#)

Note d'information du 03/03/2025

Numéro de fiche
113.04 Ko